



PLU

- Plan Local d'Urbanisme -

Commune de

KINTZHEIM

NOTICE DE PRESENTATION

Révision POS en PLU le : 12/09/2017
Modification 1 PLU le : 10/03/2020

**REVISION ALLEGEE N°1 DU
PLU**

CONSULTATION MRAE




Agence Territoriale d'Ingénierie Publique
TERRITOIRE SUD 53 rue de Sélestat

67210 OBERNAI

Sommaire

1.	COORDONNEES DE LA PERSONNE PUBLIQUE RESPONSABLE	4
2.	INTRODUCTION.....	4
3.	CHOIX ET DEROULEMENT DE LA PROCEDURE ENGAGEE	5
4.	OBJET ET MOTIVATION.....	6
5.	PIECES DU PLU MODIFIEES	10



1. COORDONNEES DE LA PERSONNE PUBLIQUE RESPONSABLE

La personne publique responsable du PLU est la Commune de Kintzheim. Ses coordonnées sont les suivantes :

50, rue de la Liberté
67 600 KINTZHEIM
03 88 82 04 87
accueil@mairie-kintzheim.fr

2. INTRODUCTION

La Commune de Kintzheim, compétente en Plan Local d'Urbanisme, a approuvé son Plan Local d'Urbanisme le 12 septembre 2017.

Une procédure de modification n°1 du PLU a été approuvée le 10 mars 2020.

La présente notice de présentation a pour objet d'exposer le contenu de la révision « allégée » n°1 du PLU de la Commune de Kintzheim et d'en justifier les motivations. Elle est destinée à être annexée, après approbation, au rapport de présentation qu'elle complète et modifie.

La Commune souhaite réviser son PLU pour permettre la pérennisation d'une activité agricole sur son ban communal. Il s'agit de permettre la création d'un hangar à proximité des bâtiments existants.



Plan de situation du futur hangar agricole à Kintzheim, source Intragéo, juin 2024

3. CHOIX ET DEROULEMENT DE LA PROCEDURE ENGAGEE

3.1. Choix de la procédure de révision « allégée »

Conformément à l'article L.153-31 du code de l'urbanisme, une procédure de révision doit être mise en œuvre si l'autorité compétente souhaite faire évoluer le PLU pour :

- Soit changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ;
- Soit réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Soit réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou apporter une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- Soit ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création (9 ans pour les zones créées avant le 1^{er} janvier 2018), n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- Soit créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

L'article L.153-34 du même code précise que cette révision peut être menée selon des modalités allégées lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le PADD :

- 1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- 2° La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;
- 3° La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;
- 4° La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.

Les changements qu'il est envisagé d'apporter au PLU (suppression d'une partie des éléments protégés au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme) rentrent dans le cas n°2, il est donc possible d'avoir recours à une révision « allégée ».

3.2. Déroulement de la procédure

La procédure de révision « allégée » du PLU est prescrite par délibération du conseil municipal.

Si les changements apportés au PLU par la révision « allégée » concernent une superficie totale inférieure à 1/1000^{ème} du territoire du PLU ou 1/10 000^{ème} du territoire du PLU, dans la limite maximale de 5 ha, la révision « allégée » fait l'objet d'un examen au cas par cas pour déterminer si une évaluation environnementale est nécessaire.

Dans ce cas, l'autorité compétente examine si les évolutions du PLU sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Si oui, elle réalise une évaluation environnementale. Si non,

elle demande confirmation de l'absence de nécessité d'une évaluation environnementale à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE).

Si les changements apportés au PLU par la révision « allégée » concernent une superficie supérieure aux seuils mentionnés plus haut, ou s'ils permettent la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, une évaluation environnementale est systématiquement nécessaire.

Dans le cas présent, la superficie du territoire concernée ne conduit pas à soumettre la procédure à évaluation environnementale de façon systématique : un examen au cas par cas est nécessaire.

Par ailleurs, le projet de révision « allégée » est soumis à concertation publique, dont les modalités sont définies par le conseil communautaire.

À l'issue de la phase d'études et de concertation, le bilan de la concertation est tiré par le conseil communautaire, qui arrête le projet de révision « allégée » du PLU.

Le dossier fait ensuite l'objet d'une réunion d'examen conjoint à laquelle sont conviés le Préfet, le Président du Conseil Régional, le Président de la Collectivité Européenne d'Alsace, le Président de l'établissement public en charge du schéma de cohérence territoriale, ainsi que les autres personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme. Le maire de chaque commune concernée est également invité.

Diverses consultations peuvent également être nécessaires selon la nature des changements à apporter au PLU. Si le dossier comporte une évaluation environnementale, il est soumis à la MRAE pour avis.

Une enquête publique est enfin organisée, à l'issue de laquelle la révision « allégée » du PLU est approuvée par le conseil communautaire.

4. OBJET ET MOTIVATION

La création de l'entreprise agricole de la famille RAUSCHER date de 1989. Le fils y est installé depuis 2022. Il s'agit d'une seule exploitation, qui comprend deux secteurs d'activités. Elle emploie trois équivalents temps plein (M. Rauscher, son fils et son épouse).

13 hectares sont cultivés en viticulture bio Haute Valeur Environnementale, Bio UE et Bio "Suisse". Ce dernier label est plus exigeant que le label européen. Les terres se situent sur le ban communal de Kintzheim. La famille est adhérente à la cave coopérative "Les Faïtières" d'Orschwiller-Kintzheim. Elle exploite aussi 7 ha en céréaliculture bio.



*Photo de la cave « les Faïtières »
d'Orschwiller-Kintzheim*

L'exploitation produit 115 tonnes de raisins (pour un chiffre d'affaire d'environ 230 000 euros).



Photographies de parcelles exploitées par la famille RAUSCHER (en viticulture et céréaliculture)

Sur le site du Dreispitz à Kintzheim, en plus de l'activité de viticulture, une autre relative à la fabrication de matériel viticole pour l'entretien est présente. Le portique RBS est un porte-outils s'adaptant à tous les systèmes d'outillage permettant de travailler le sol. Il est adaptable pour tous les types de terrains et modes de cultures (vignes en terrasses, alternées, etc.). Le portique offre un débit de chantier équivalent à 60 à 70 ares par heure (en plaine). Il est principalement utilisé pour les cavaillons, qui sont les espaces en terre/herbe sous les rangs de vigne). L'entreprise de "portique RBS" produit environ 50 000 euros de chiffre d'affaire.



Photographies de matériels RBS (source : [PORTIQUES | RBS fabrication de portiques \(benoitrauscher.wixsite.com\)](http://PORTIQUES | RBS fabrication de portiques (benoitrauscher.wixsite.com)))

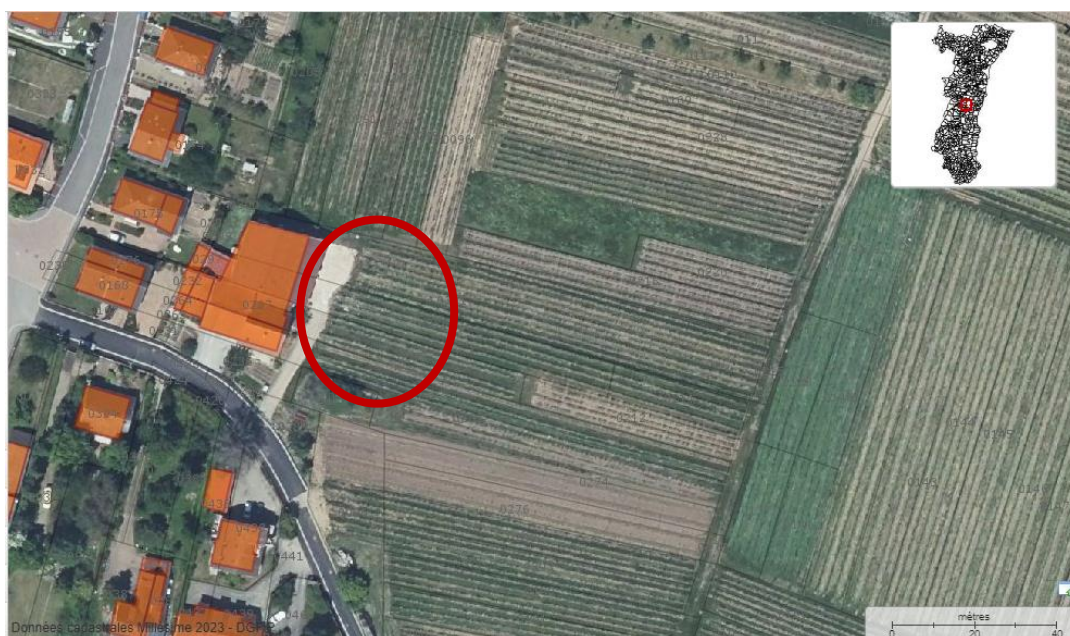
Un projet d'exploitation de parcelles en semences bio pour développer les apports de matières organiques (pour la nutrition des sols) est en cours de réflexion.

L'exploitation agricole ne dispose d'aucun site de stockage et/ou d'exploitation sur Kintzheim ou une autre commune.



Extrait du règlement graphique en vigueur, source : intragéo, juillet 2024

Les éléments figurés en vert hachurés correspondent aux éléments protégés au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme, inscrits sur le règlement graphique. Dans le rapport de présentation n°1, il est indiqué, dans le chapitre 6, sur l'évaluation des incidences des orientations du plan sur l'environnement, en page 211 *qu'* « il convient d'intégrer au patrimoine naturel de la commune, des franges boisées à créer et à protéger en vue d'intégrer la nouvelle urbanisation (zones Ac et IIAU) à l'environnement naturel, et de pérenniser cette frange boisée ».



Extrait de la photo aérienne de 2021, source : intragéo, juillet 2024

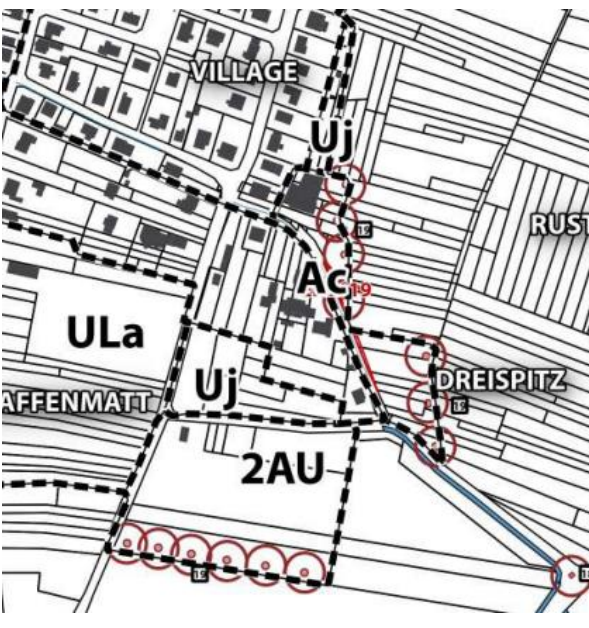
Actuellement, aucune plantation n'a été réalisée sur le secteur concerné par le futur sous-secteur Ac1 (objet de la présente révision allégée). Aucun arbre ne sera donc abattu. Il ne s'agit donc pas réellement de réduire une protection édictée par le PLU car celle-ci n'a pas été à ce jour mise en œuvre.

5. PIECES DU PLU MODIFIEES

La révision « allégée » conduit à adapter les pièces suivantes du PLU :

- Le plan de règlement n°1 au 1/2 000^{ème}
- Le plan de règlement n°2 « Est » au 1/5 000^{ème}
- Le règlement écrit de la zone A

Les plans de règlement sont modifiés comme suit :

Extrait du plan de règlement n°1 en vigueur au 1/2 000 ^{ème}	Extrait du plan de règlement n°1 après la révision allégée n°1 du PLU au 1/2 000 ^{ème}
	
Extrait du plan de règlement n°2 « Secteur Est » en vigueur au 1/5 000 ^{ème}	Extrait du plan de règlement n°2 « Secteur Est » après la révision allégée n°1 du PLU au 1/5 000 ^{ème}
	
<p>Explication / justification : le règlement graphique évolue afin de permettre la création du nouvel hangar (création du sous-secteur Ac1 et suppression cartographique des éléments protégés au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme).</p>	

Le règlement écrit est modifié comme suit :

<i>Extrait du règlement écrit en vigueur</i>	<i>Extrait du règlement écrit après la révision allégée n°1 du PLU</i>
<p>CHAPITRE 8 :</p> <p><u>DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A</u></p> <p>Il s'agit d'une zone agricole, équipée ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Cette zone comprend un secteur Ac et un secteur As. (Extrait du rapport de présentation- partie 2).</p>	<p>CHAPITRE 8 :</p> <p><u>DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A</u></p> <p>Il s'agit d'une zone agricole, équipée ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Cette zone comprend un secteur Ac, un sous-secteur Ac1 et un secteur As. (Extrait du rapport de présentation- partie 2 de la note de présentation de la révision allégée n°1).</p>
<p>Explication / justification : la description du caractère de la zone évolue afin d'ajouter le nouveau sous-secteur AC1.</p>	

<i>Extrait du règlement écrit en vigueur</i>	<i>Extrait du règlement écrit après la modification n°2 du PLU</i>
<p>Article A 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES</p> <p>(...)</p> <p>De plus, et uniquement dans le secteur Ac, sont autorisées sous conditions :</p> <p>2.6. Les constructions et installations nécessaires à l'activité des exploitations agricoles, à conditions qu'elles soient intégrées au caractère de la zone et compatibles avec la vocation des zones d'habitat proches;</p> <p>2.7. Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes à condition : - d'être destinées au logement des personnes dont la présence sur le lieu de l'exploitation est en lien direct avec l'activité de l'exploitation et nécessaires à cette dernière. Le nombre de logements est limité à un par exploitation et à 200 m2 de surface de plancher, - qu'elles soient situées à proximité immédiate des bâtiments agricoles dont l'édification doit être obligatoirement préexistante.</p> <p>2.8. Les dépôts et le stockage de toute nature, y compris de matières dangereuses ou toxiques à condition qu'ils soient liés à l'activité exercée dans la zone et qu'ils soient compatibles avec la vocation des zones d'habitat proches.</p> <p>2.9. Les dispositifs de production d'énergie solaire, à condition qu'ils soient réalisés sur un bâtiment et que le pan de toiture soit couvert sur l'intégralité de sa surface.</p>	<p>Article A 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES</p> <p>(...)</p> <p>De plus, et uniquement dans le secteur Ac, sont autorisées sous conditions :</p> <p>2.6. Les constructions et installations nécessaires à l'activité des exploitations agricoles, à conditions qu'elles soient intégrées au caractère de la zone et compatibles avec la vocation des zones d'habitat proches;</p> <p>2.7. Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes à condition : - d'être destinées au logement des personnes dont la présence sur le lieu de l'exploitation est en lien direct avec l'activité de l'exploitation et nécessaires à cette dernière. Le nombre de logements est limité à un par exploitation et à 200 m2 de surface de plancher, - qu'elles soient situées à proximité immédiate des bâtiments agricoles dont l'édification doit être obligatoirement préexistante.</p> <p>2.8. Les dépôts et le stockage de toute nature, y compris de matières dangereuses ou toxiques à condition qu'ils soient liés à l'activité exercée dans la zone et qu'ils soient compatibles avec la vocation des zones d'habitat proches.</p> <p>2.9. Les dispositifs de production d'énergie solaire, à condition qu'ils soient réalisés sur un bâtiment et que le pan de toiture soit couvert sur l'intégralité de sa surface.</p> <p>De plus, et uniquement dans le sous-secteur Ac1, sont autorisées sous conditions :</p> <p>2.10. Les constructions et installations artisanales ou industrielles.</p>
<p>Explication / justification : le règlement écrit évolue afin d'admettre les constructions et installations nécessaires aux activités artisanales et industrielles dans le sous-secteur Ac1.</p>	

Extrait du règlement écrit en vigueur	Extrait du règlement écrit après la modification n°2 du PLU
<p>Article A 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS</p> <p>Non réglementée</p> <p>Article A 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS</p> <p>Dans toute la zone A et le secteur As, la hauteur maximale des constructions est limitée à 4 mètres, par rapport au niveau du terrain naturel au droit de la construction.</p> <p>Dans le secteur Ac, la hauteur maximale des constructions est limitée à 10 mètres, par rapport au niveau du terrain naturel au droit de la construction.</p> <p>Ces hauteurs peuvent être dépassées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour des ouvrages techniques de faible emprise, rendus indispensables du fait de l'activité exercée sur le site ; - en cas de bâtiment existant présentant des hauteurs supérieures à la règle ci-dessus, les extensions et transformations sont autorisées sans dépassement de la hauteur du bâtiment d'origine. 	<p>Article A 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS</p> <p>Dans toute la zone A et les secteurs Ac et As : Non réglementée</p> <p>Dans le sous-secteur Ac1, l'emprise au sol des constructions est limitée à 500 m².</p> <p>Article A 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS</p> <p>Dans toute la zone A et le secteur As, la hauteur maximale des constructions est limitée à 4 mètres, par rapport au niveau du terrain naturel au droit de la construction.</p> <p>Dans le secteur Ac et le sous-secteur Ac1, la hauteur maximale des constructions est limitée à 10 mètres, par rapport au niveau du terrain naturel au droit de la construction.</p> <p>Ces hauteurs peuvent être dépassées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour des ouvrages techniques de faible emprise, rendus indispensables du fait de l'activité exercée sur le site ; - en cas de bâtiment existant présentant des hauteurs supérieures à la règle ci-dessus, les extensions et transformations sont autorisées sans dépassement de la hauteur du bâtiment d'origine.
<p>Explication / justification : le règlement écrit évolue afin de définir les règles d'emprise au sol et de hauteur maximale pour les constructions en sous-secteur Ac1.</p>	

6. INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les adaptations des dispositions du PLU, telles qu'exposées ci-dessus, concernent une zone sur laquelle ont été identifiés un certain nombre d'enjeux. Elles sont ainsi susceptibles d'avoir sur l'environnement les incidences suivantes :

<i>Enjeux</i>	<i>Caractéristiques de la zone concernée</i>	<i>Incidences de la révision du PLU</i>
Milieux naturels et biodiversité		
Natura 2000	-	-
ZNIEFF	ZNIEFF de type 1 « Ried centre » (à plus de 5 km du sous-secteur Ac1)	Sans incidence
Espèces protégées	<ul style="list-style-type: none"> - Pie grièche grise (à plus de 700 m du sous-secteur Ac1) - Sonneur à ventre jaune (qualifié d'enjeu faible sur le secteur concerné par l'évolution du PLU). Perte de 5,5 ares soit 0,01 % des 5,5 km² du ban communal de Kintzheim concerné par cet enjeu 	<p>Sans incidence</p> <p>Incidence nulle à très faible</p>
Milieux protégés	Espace Boisé Classé (à plus d'1 km du sous-secteur Ac1)	Sans incidence
Zones humides	-	-
Forêt	-	-
Continuités écologiques	<p>3 éléments de la Trame Verte et Bleue du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (en dehors de l'actuelle zone AC et futur sous-secteur Ac1)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Corridor écologique national (à environ 1 km du futur sous-secteur Ac1) - Corridor écologique régional (à environ 1,5 km du futur sous-secteur Ac1) - Réservoir de biodiversité « vallées du Giessen et de la Lièpvrette » (à plus de 5 km du futur sous-secteur Ac1) <p>Les éléments identifiés dans le SCOT ne concerne pas le sous-secteur Ac1 ni son environnement proche. (voir DOO, figure 4).</p> <p>Les éléments identifiés dans le PLU ne concerne pas le sous-secteur Ac1 ni son environnement proche. (voir pages 117 et 166 du rapport de présentation, partie 1).</p>	Sans incidence

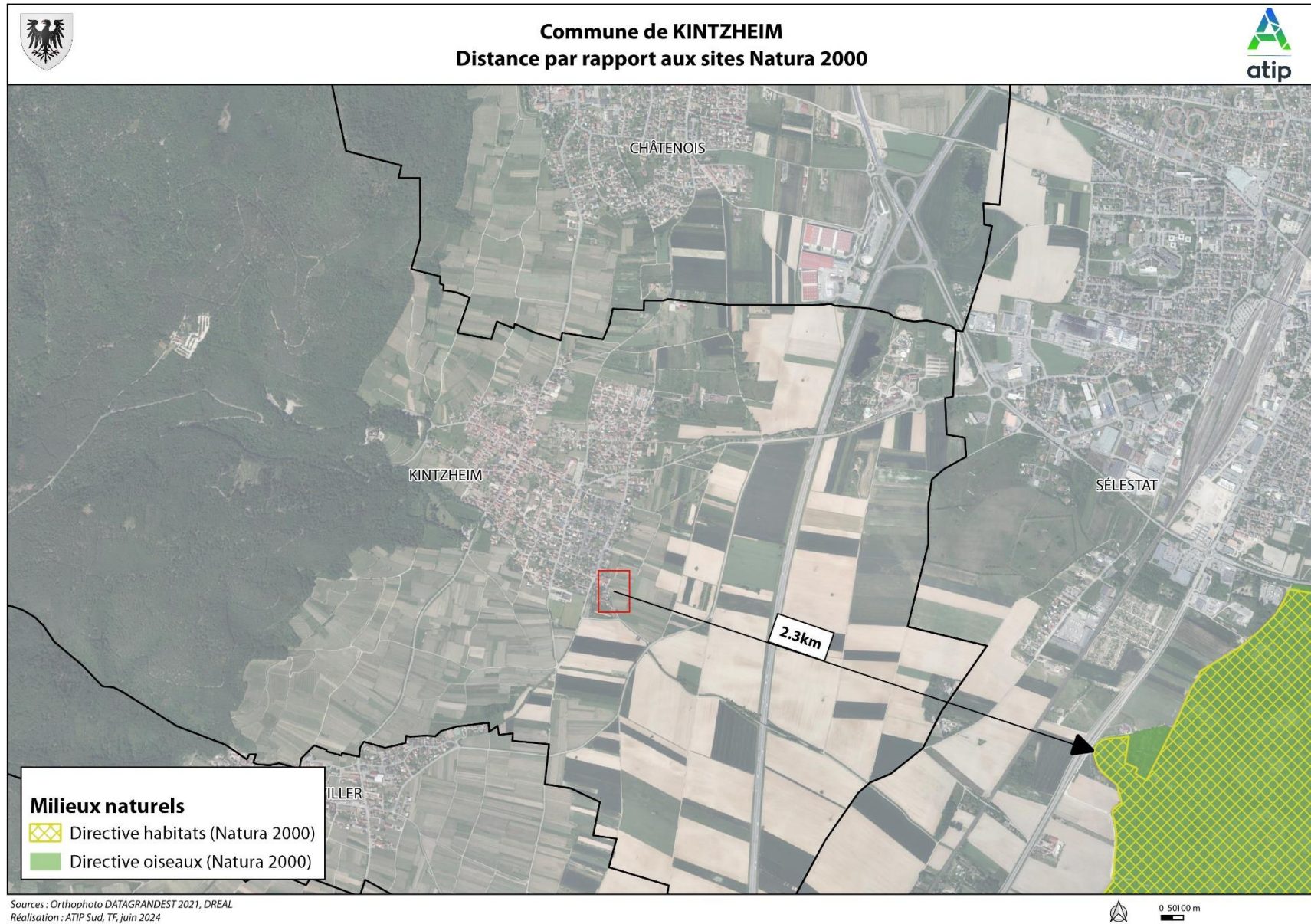
Ressources du sol et du sous-sol		
Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers	.	Sans incidence
Artificialisation des sols	La zone concernée est actuellement occupée par des vignes.	Incidence faible Le zonage évolue de A en Ac1, ce qui rend possible la construction de bâtiments notamment et donc une artificialisation des sols. Celle-ci porte toutefois sur une surface très limitée (0,01% des 506,9 ha de zone agricole).
Agriculture	Le secteur concerné par l'évolution du PLU est actuellement classé en secteur AOC. Reclassement de 5,5 ares soit 0,03 % des 168,78ha du ban communal classés en AOC. Classement en « vignes, culture permanente » dans la BD OCSGE2 de 2021	Incidence positive L'évolution du zonage de A en Ac1 permet le développement d'une exploitation agricole locale même si une partie du vignoble classé en AOC sera supprimée.
Ressources du sous-sol	-	-
Gestion des eaux pluviales	Même réglementation entre zone A et sous-secteur Ac1, à savoir : traitement des eaux pluviales (infiltration, stockage, réutilisation ou autre permettant leur gestion sur le terrain même) et compatible avec la géologie du lieu et la configuration des terrains. En cas d'impossibilité : rejet vers le réseau collecteur, sous réserve d'éventuelles prescriptions spéciales. Evacuation des eaux des surfaces de stockage, de parking et de circulation après passage dans un ensemble débourbeur - séparateur à hydrocarbures aux caractéristiques appropriées	Sans incidence
Patrimoine culturel et paysager		
Paysage	Site inscrit du Massif des Vosges En continuité du secteur Ac actuel	Incidence nulle à faible

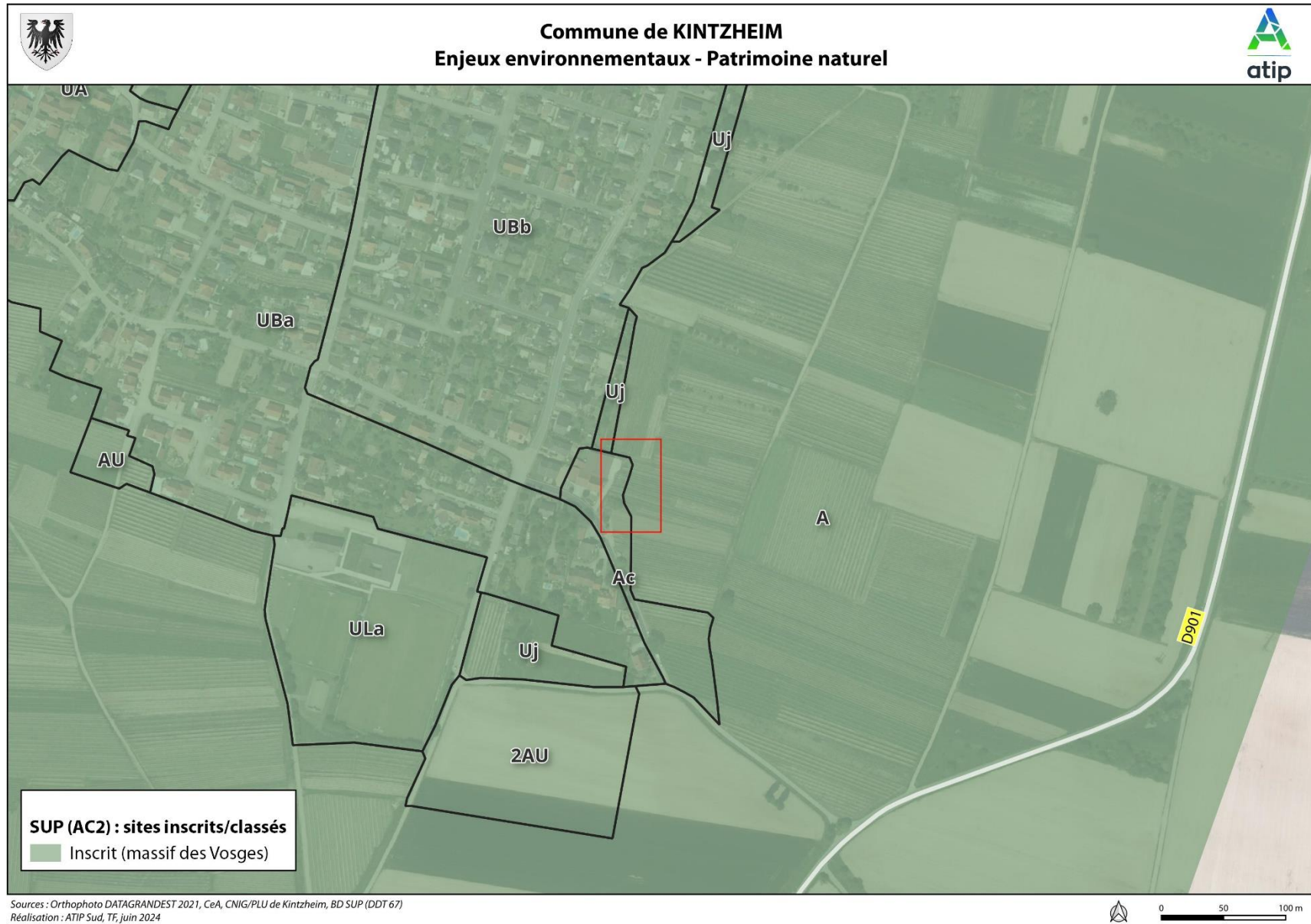
Patrimoine architectural	4 servitudes de protection autour des monuments historiques (en dehors de l'actuelle zone AC et du futur sous-secteur Ac1) - Château du Haut-Koenigsbourg - Domaine Fabvier et son parc - Eglise catholique St Maurice d'Orschwiller - Ruines du château	Sans incidence
Patrimoine archéologique	-	-
Risques		
Risques naturels	Le Plan de Prévention du Risque Inondation du Giessen, approuvé le 1er avril 2021. Le secteur concerné par le PPRI se situe à environ à 5 km à vol d'oiseau du futur sous-secteur Ac1. Secteur concerné par une sensibilité potentielle à l'érosion qualifiée de « faible » Commune concernée par le risque sismique de niveau modéré. Reclassement de 5,5 ares soit 0,02 % des 3km ² du ban communal de Kintzheim concerné par ce périmètre.	Sans incidence
Risques technologiques	4 ICPE relevant du régime d'autorisation, ne générant pas de zone de danger - Montagne des Singes (à plus de 2 km du futur sous-secteur Ac1) - Cigoland (à plus d'1 km du futur sous-secteur Ac1) - Rossmann (à plus de 5 km du futur sous-secteur Ac1) - Volerie des Aigles (à plus d'1 km du futur sous-secteur Ac1)	Sans incidence Le nouvel hangar ne sera pas source de risque supplémentaire pour le voisinage.
Risques miniers	-	-
Climat, air, énergie		
Qualité de l'air	En continuité du secteur Ac actuel	Incidence nulle à très faible
Consommation énergétique	Pose de panneaux solaires permettant l'autoconsommation	Incidence positive

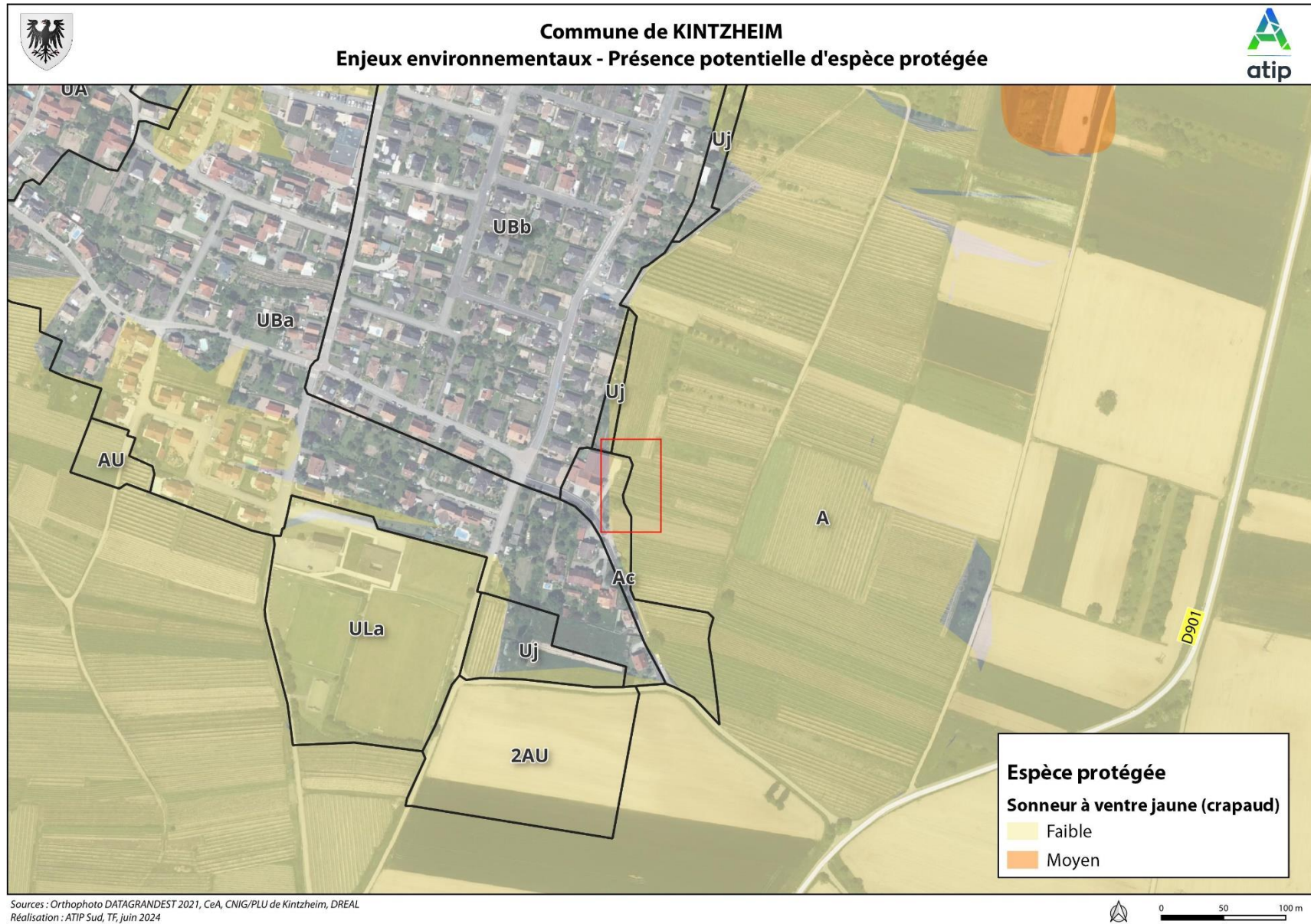
Population, santé et nuisances		
Pollution des sols	-	-
Gestion des déchets	-	-
Bruit	En continuité du secteur Ac actuel	Incidence nulle à très faible Le nouvel hangar ne sera pas source de nuisance supplémentaire pour le voisinage.
Qualité de l'eau	Au sein du périmètre de captage éloigné du forage de Kintzheim. Perte de 5,5 ares soit 0,02 % des 3km ² du ban communal de Kintzheim concerné par ce périmètre. Comme indiqué en page 196 du rapport de présentation, partie 1, la réglementation de la zone A (et donc le sous-secteur Ac1) protège ce périmètre.	Sans incidence
Ligne à haute tension	-	-

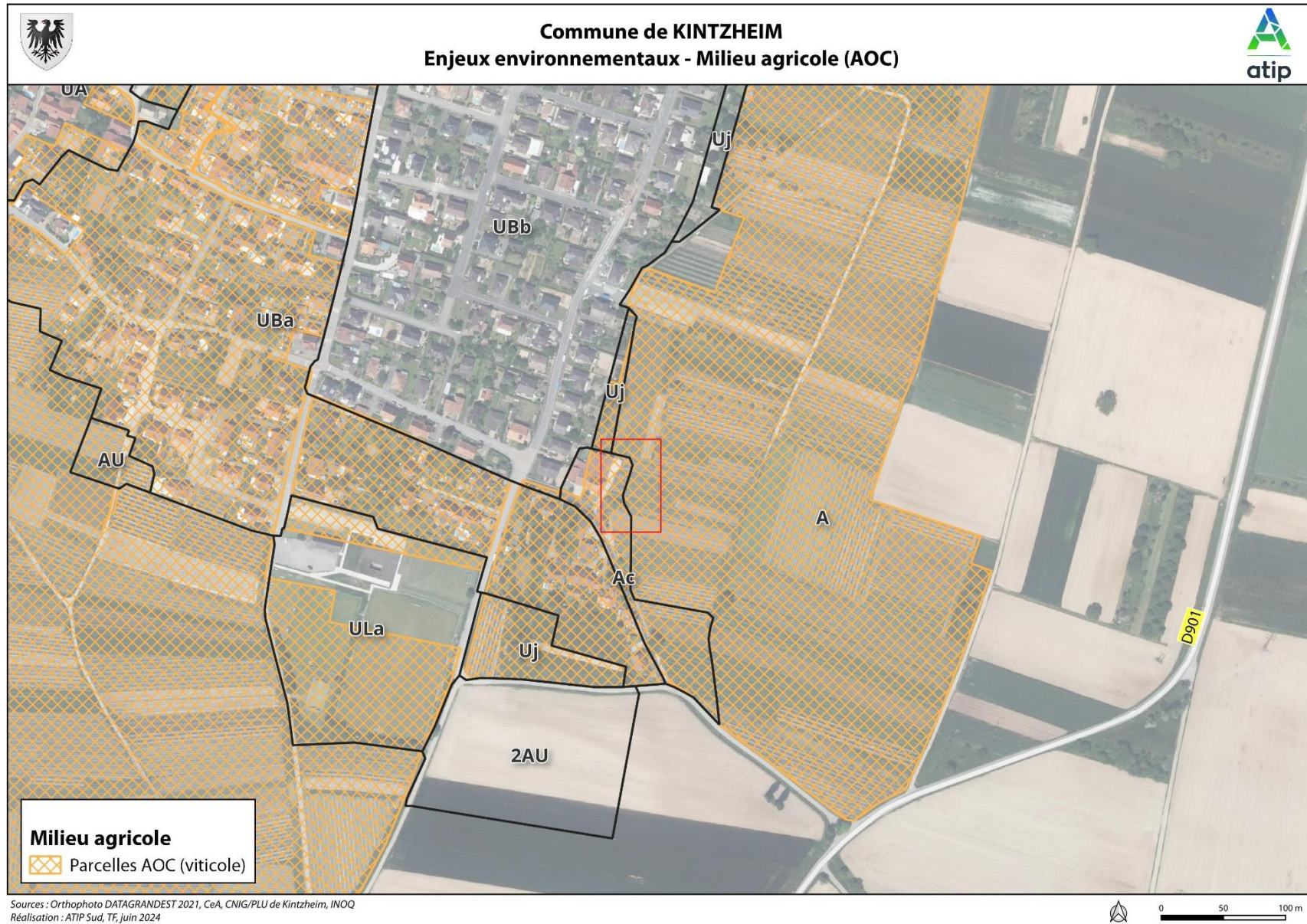
Le reclassement de 5,5 ares d'A en Ac1 avec les règles limitatives qui s'y appliquent conduit à conclure à l'absence d'incidences notables sur l'environnement.

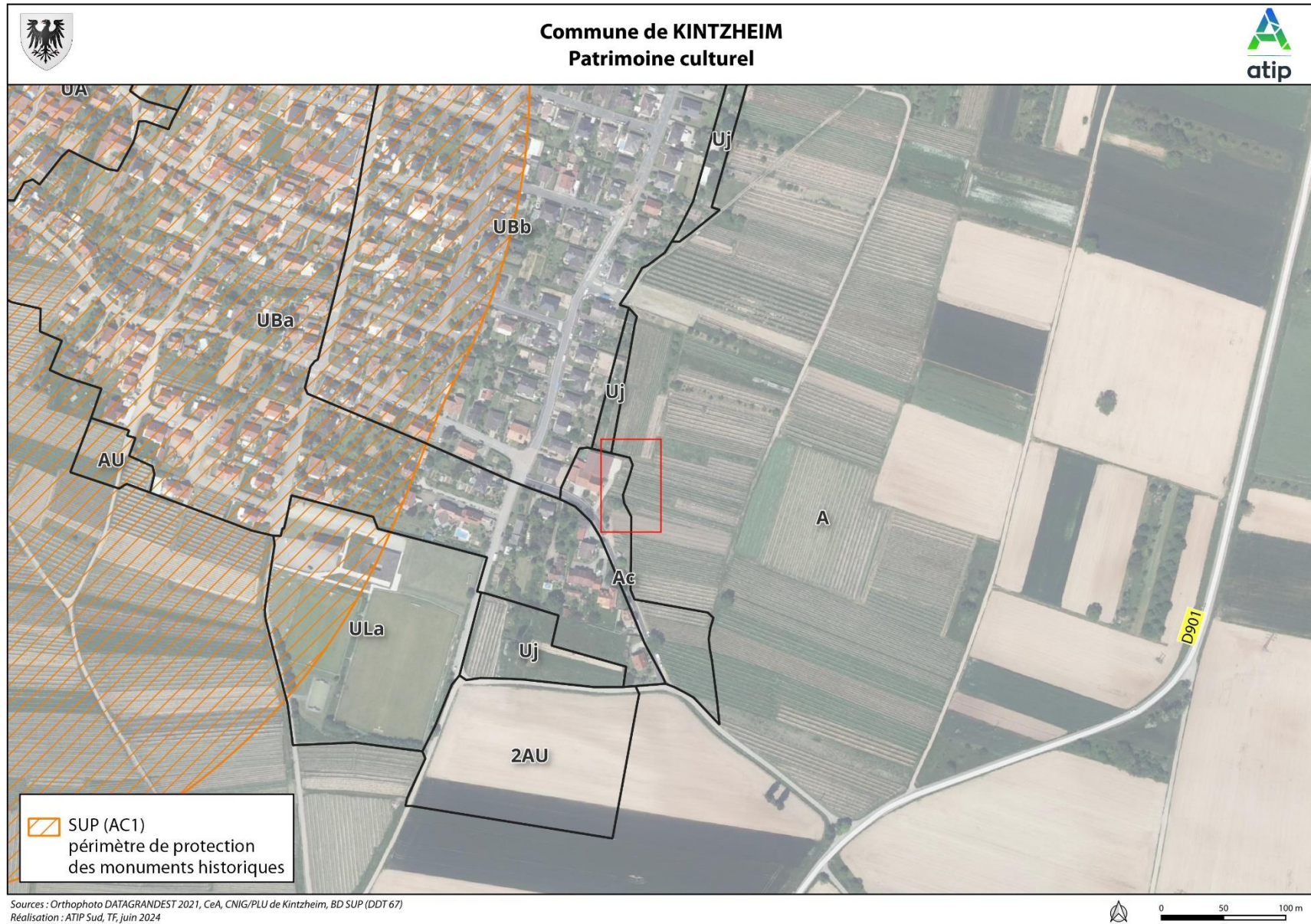
L'extension d'une activité agricole avec la construction d'un nouvel hangar a été retenue afin de soutenir les pratiques agricoles locales et l'amélioration de l'efficacité de la production. L'extension, en continuité de la zone agricole constructible existante contribue également à la préservation des paysages agricoles.

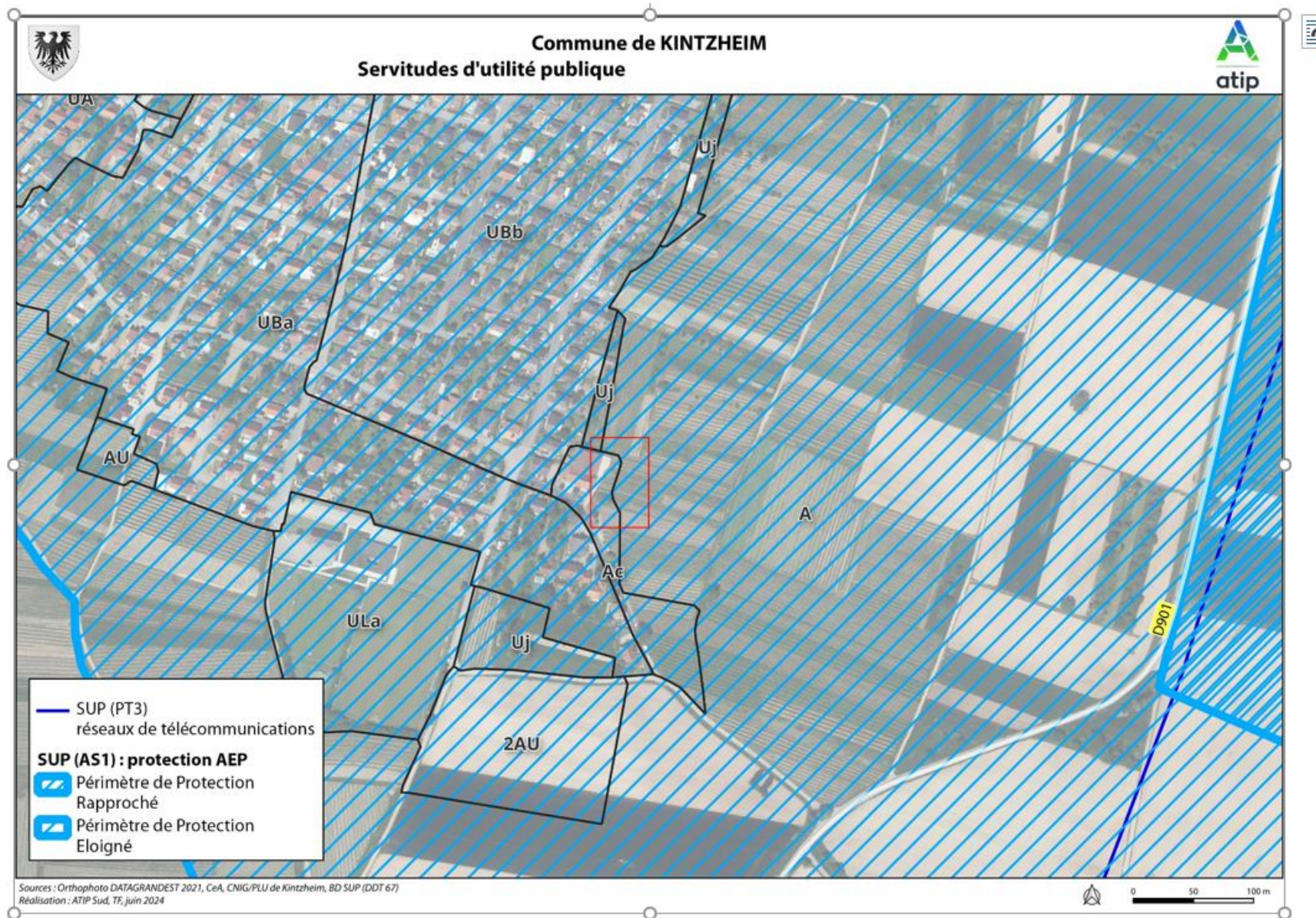


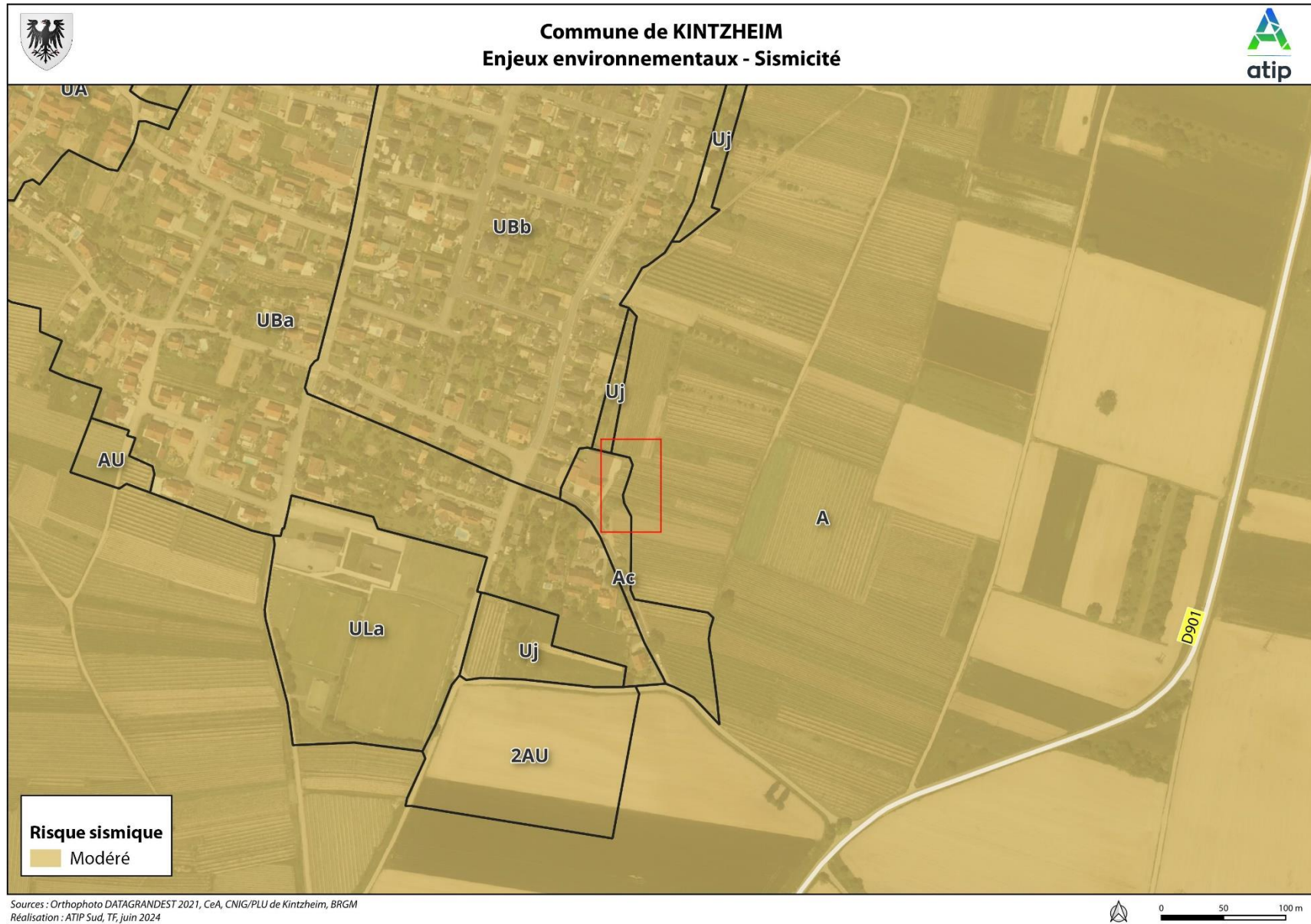


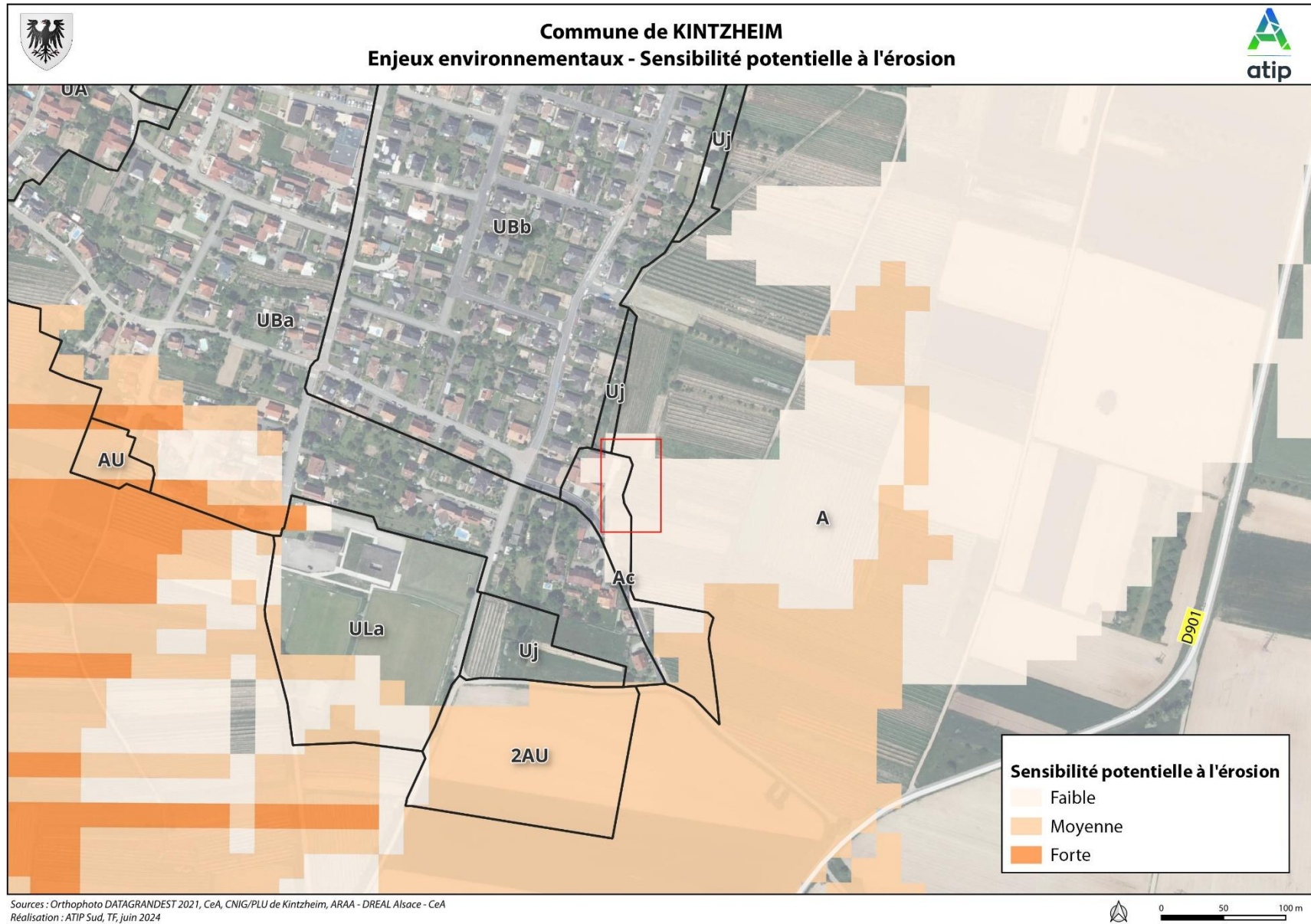


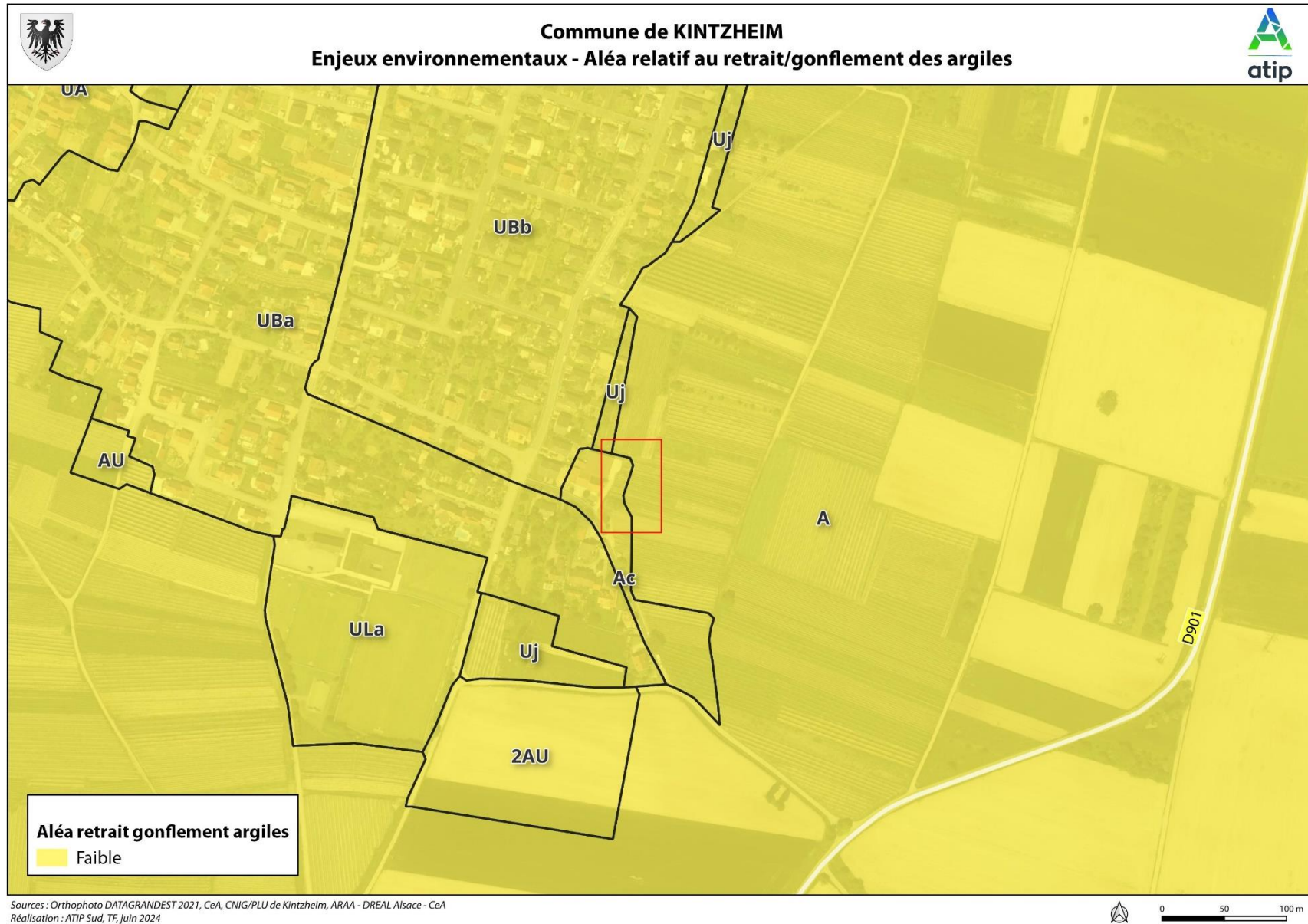












7. ARTICULATION AVEC LE PADD

L'objet de la révision allégée n°1 vise à permettre la pérennisation et le développement d'une activité agricole déjà présente sur le ban communal. Il est compatible avec le PADD et notamment l'orientation 2.1 « Pérenniser les activités agricoles, viticoles et forestière » de l'axe 1 « renforcer l'attractivité en s'appuyant sur les qualités de l'environnement local ».

Cette même orientation évoque la préservation des terres AOC et la maîtrise des nouvelles orientations dans le secteur du Dreispitz. L'objet de la révision allégée est compatible avec ces orientations dans la mesure où il ne concerne que 5,5 ares (soit 0,009% de la zone A et 0,03% du périmètre AOC).

L'orientation 4.2 flèche de « préserver l'agriculture et la viticulture, identités paysagères de Kintzheim » avec notamment l'identification de « secteurs agricoles constructibles restreints nécessaires à l'exploitation agricole ». L'objet de la présente procédure est bien d'augmenter de manière très encadrée la surface agricole pour assurer la pérennité d'une exploitation agricole déjà présente sur le ban communal.

L'orientation 5.2 fixe de « maîtriser les dépenses et besoins en énergie ». L'installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de la nouvelle construction conforte cette orientation.

L'objet de la révision allégée n°1 du PLU de Kintzheim est donc cohérent avec le PADD.

8. ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS DE RANG SUPERIEUR

L'objet de la révision allégée n°1 vise à permettre la pérennisation et le développement d'une activité agricole déjà présente sur le ban communal. Il conforte les emplois existants et en favorise de nouveaux. Les orientations du PADD du SCOT de Sélestat et sa région vise à « développer des emplois agricoles de base économique », « autoriser en cas de besoin, au travers des documents d'urbanisme locaux, des constructions agricoles nécessaires dans des zones agricoles dédiées et limitées, en tenant compte des enjeux environnementaux et paysagers », « autoriser en zone agricole au travers des documents d'urbanisme locaux (zones A) l'emploi des énergies renouvelables. Ces dernières trouveront leur place sur les toitures des constructions agricoles autorisées (panneaux photovoltaïques) ou en proximité immédiate (éoliennes individuelles) », etc.

L'objet de la procédure préserve le point de vue n°15 depuis le château de Kintzheim vers le village de Kintzheim, la plaine et Sélestat (voir figures 6 et 7 en pages 8 et 9 des éléments graphiques du DOO).

L'objet de cette révision allégée reste donc compatible avec le SCOT approuvé le 17 décembre 2013 et ses évolutions approuvées depuis.

9. TABLEAU DE SYNTHÈSE DE LA SUPERFICIE DES ZONES DU PLU

Suite à la présente révision « allégée », le tableau de synthèse de la superficie des zones du PLU est actualisé comme suit :

	PLU en vigueur	Révision allégée n°1 (en ha)
Zone		
UA	14,8	14,8
UB	44,1	44,1
Dont UBa	19,8	19,8
Dont UBb	24,3	24,3
UL	12,3	12,3
Dont ULa	2,7	2,7
Dont ULb	9,6	9,6
UX	27,4	27,4
UJ	5,6	5,6
Total zones urbaines	104,2	104,2
AU	2,83	2,83
2AU / 2AUx	6,2	6,2
Total zones à urbaniser	9,03	9,03
A	506,9	506,9
Dont Ac	6,2	6,2
Dont Ac1	0	+0,05
Dont As	2,2	2,2
N	1255,1	1255,1
Dont Nf	1213,45	1213,45
Dont Ns	1,9	1,9
Dont Nh	5,3	5,3
Dont Nch	0,7	0,7
Total zones agricoles/naturelles	1762	1762
Surfaces totales	1875,16	1875,16